

## Annulation de projets au Burundi : la Banque mondiale se veut rassurante

RFI, 11-09-2019 Une lettre du directeur-pays de la Banque mondiale au Burundi adressée au ministre des Finances de ce pays a fuit le 9 septembre 2019. Dans celle-ci, il annonce l'annulation de la quasi-totalité des projets régionaux de l'institution. La Banque mondiale vient cependant de faire une mise au point qui devrait satisfaire le gouvernement burundais.

La Banque mondiale se veut rassurante notamment à l'égard de Gitega, où certains commentateurs ont paniqué, après la fuite de ce document sur les réseaux sociaux. Il faut dire que son aide est cruciale pour ce pays parmi les plus pauvres du monde. L'annulation de ces projets régionaux encore à l'étude « n'affecte pas uniquement le Burundi, elle concerne l'ensemble des pays concernés », explique la Banque mondiale. Elle répond à une révision de sa stratégie d'intervention en Afrique d'ici six mois. L'objectif est de se concentrer sur un petit nombre de projets régionaux « plus costauds, mais mieux financés », selon un cadre de cette institution. Un seul projet pour le Burundi, concrètement sur 25 projets régionaux subsahariens qui étaient en préparation aujourd'hui à la Banque mondiale, sont maintenus. En ce qui concerne ce pays justement, la Banque mondiale tient à confirmer : « que son portefeuille de 683 millions de dollars américains est toujours en vigueur ». Quelque 30% de cette enveloppe constituée uniquement de dons ont été dépensés jusqu'ici. D'autres engagements en faveur des pays sont à l'étude et devraient être signés bientôt, selon l'organisation. La Banque mondiale est le principal donateur au Burundi, depuis que l'Union européenne a pris des sanctions budgétaires en 2016 contre le pouvoir du président Pierre Nkurunziza, accusé de graves violations des droits de l'homme. La fuite de la lettre concernant l'annulation des projets de la Banque mondiale a en tout cas failli semer un vent de panique dans le pays. Les detracteurs du régime burundais en sont tout de suite saisis et se sont réjouis d'une mesure qui sanctionne à leurs yeux « un régime dictatorial dont les soutiens semblaient craindre le pire.